

ÉCONOMIE

NEWS : VALEURSACTUELLES.COM

Grève : quand les fonctionnaires donnent des arguments à ceux qui souhaitent tailler dans les effectifs

Club Alors que les syndicats de la fonction publique appellent à la mobilisation ce mardi 29 septembre pour réclamer des hausses de salaires, la grève risque surtout de pénaliser les salariés du privé. MB Par Marc Baudriller Publié le 28 septembre 2026 à 20h30 4 min · lecture



Lily Cite/SIPA

Les oreilles des fonctionnaires vont siffler ce mardi 29 septembre. Et pour cause, les salariés du privé vont connaître une journée noire, notamment pour se rendre et revenir de leur travail. À l'origine de ce mouvement par nature très impopulaire, le coup de gueule de nombreux syndicats de la fonction publique : CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP, etc. Le message est clair : les organisations syndicales réclament des hausses de salaires. *« La réponse du gouvernement n'est pas à la hauteur de l'urgence salariale »*, clame l'intersyndicale dans un communiqué. Les économies *« sont ciblées sur un très petit nombre d'agents et ne répondent ni à l'urgence salariale, ni au tassement des grilles, ni à la bascule sous le SMIC du traitement de 862 000 agents publics, ni à la crise d'attractivité que traverse la Fonction publique »*, pestent les organisations syndicales. Elles réclament principalement *« une revalorisation significative de la valeur du point d'indice »*, soit une hausse des rémunérations. Quelque 160 manifestations sont prévues ce mardi dans toute la France.

PublicitéÀ lirePrésidentielle 2027 : « Les Phrygiens », ce réseau secret de hauts fonctionnaires au service de LFI et Jean-Luc Mélenchon

Mais le contexte laisse peu de marges de manœuvre. Les cortèges des fonctionnaires tomberont au moment où le gouvernement met la dernière main à son budget 2026 : le gel du point d'indice représente une économie annuelle de 2 milliards d'euros... Ce n'est pas mince dans le contexte budgétaire dans lequel le Premier ministre Sébastien Lecornu se débat.

Trop de fonctionnaires en France

Par ailleurs, la fonction publique emploie en France 3 753 100 fonctionnaires, 1 358 500 contractuels, 313 400 militaires et 378 900 agents relevant des « autres catégories et statuts ». Soit un taux d'administration (hors militaires) de 83 à 90 agents publics pour 1 000 habitants, contre 50 à 55 en Allemagne et environ 70 aux États-Unis.

La rémunération (près de 110 milliards d'euros en 2026), mais aussi les retraites des fonctionnaires pèsent ainsi très lourd sur les comptes de la nation. Un rapport récent de la Cour des comptes évoque 65 milliards d'euros de pensions versées à deux millions de fonctionnaires de l'État pensionnés sur l'année 2025.

Publicité

À l'exception notable des infirmières, les fonctionnaires français ne sont, à tort ou à raison, pas considéré comme les laissés pour compte de la situation économique très dégradée dans laquelle la France est plongée. Et ils sont nombreux. Selon les Statistiques publiques de la fonction publique, « *5,80 millions d'agents publics travaillent dans les trois versants de la fonction publique au 31 décembre 2023. L'emploi public représente un emploi (salarié et non salarié) sur cinq en France (hors Mayotte)* ».

De quoi irriter les salariés français qui seront bloqués ce mardi pour se rendre au travail. Et braquer l'attention sur les programmes de certains candidats à la présidentielle qui n'hésitent pas à proposer la politique de la tronçonneuse à la manière de l'Argentin Javier Milei.

Parmi eux, David Lisnard propose de ne renouveler aucun des départs dits « naturels », c'est-à-dire volontaires ou en retraite, soit une réduction de quelque 500 000 postes par an (2,5 millions sur la durée du quinquennat). Un effort qui générerait selon son parti Nouvelle énergie 80 milliards d'euros d'économies annuelles.

Sarah Knafo vise 800 000 postes de fonctionnaires

Sarah Knafo pour Reconquête propose elle aussi de tailler dans le vif avec la suppression de 160 000 postes par an (800 000 postes sur une période de cinq ans), sur la base du non-remplacement des départs à la retraite. Economies prévues : 40 milliards d'euros annuels.

Publicité

De son côté, Bruno Retailleau propose lui-aussi de ne pas remplacer systématiquement les agents publics partants à la retraite, au moins pour les fonctions supports. L'usage de l'IA permettrait de supprimer 50 000 à

60 000 postes chaque année (250 000 à 300 000 postes sur le quinquennat). Même Gabriel Attal envisage de supprimer 100 000 postes de fonctionnaires, pour réaliser des économies supérieures à 7 milliards d'euros via un plan de départs volontaires.

Les fonctionnaires sont bien dans le collimateur... « *En réclamant une hausse générale du point d'indice, les syndicats butent sur une réalité simple : avec des effectifs aussi nombreux, chaque augmentation coûte des milliards que l'Etat n'a pas*, explique Benoît Perrin, le directeur de Contribuables associés. *La vraie solution serait d'avoir moins d'agents mais mieux payés, en supprimant les doublons entre l'Etat les agences et les collectivités: cela profiterait à la fois aux fonctionnaires et aux contribuables.* » Les syndicats joueront ce mardi un jeu dangereux.

À lire Fonction publique : le nombre de fonctionnaires toujours en hausse en France Partagez cet article Commenter Ajouter VA aux favoris Google

par Marc Baudriller

